

**Motion de l'Assemblée Générale des personnels
de l'Université de Strasbourg**
(10 juin 2014)

Les personnels de l'Université de Strasbourg, réunis en Assemblée générale ce 10 juin 2014, tiennent à affirmer qu'il est grand temps de changer de cap en matière d'enseignement supérieur et de recherche (ESR). Ils apportent tout leur soutien à la journée « Repenser l'autonomie » organisée ce jour par le « Groupe du 4 avril » et appellent les collègues à continuer à signer la pétition [« Le changement à l'Université et dans la Recherche, c'est maintenant »](#). Ils saluent l'initiative du comité national de la recherche scientifique de tenir une session plénière le 11 juin afin d'alerter le pays sur la crise de recrutement que subit aujourd'hui notre secteur.

Le nouveau management public, la dictature du « tout projet », les reculs majeurs de la démocratie universitaire et de la collégialité induits par la loi LRU puis la loi Fioraso, l'affaiblissement et la transformation des organismes de recherche en agences de moyens au service des politiques locales, la précarité des emplois, l'austérité des budgets, tout ceci a semé découragement, souffrance et humiliation. Nous ne constatons aucun effet positif des réformes sur la qualité de l'enseignement et de la recherche, la réussite des étudiants ou encore le développement économique de notre région.

Les personnels, réunis aujourd'hui à l'appel d'une très large intersyndicale¹, formulent les observations et demandes suivantes :

1. Au niveau de l'emploi : le recrutement de chercheurs, enseignants-chercheurs, enseignants, BIATSS et ITA dans les organismes de recherche et les universités est en chute libre depuis plusieurs années. Parallèlement le nombre de collègues sur des statuts de plus en plus précaires n'a cessé de croître. Alors que la politique d'austérité conduit à des gels de postes, et en définitive à des disparitions de postes, la masse salariale dont la gestion a été imposée aux universités sans compensation financière, est insuffisante pour renouveler l'ensemble des personnels partant en retraite.

Nous demandons la mise en place d'un plan pluriannuel de l'emploi titulaire dans l'ESR permettant d'aller au-delà du simple remplacement des départs en retraite afin de remplir les trois objectifs suivants :

- augmenter la part de la richesse nationale consacrée à la recherche et développement (actuellement 2,2% du PIB seulement), et placer ainsi la France à un niveau international ambitieux ;
- résorber le problème lancinant de la précarité des personnels contractuels effectuant des tâches sur missions permanentes par un plan de titularisation ;
- mettre en place un plan de recrutement régulier pour les nouvelles générations de docteurs et de personnels administratifs et techniques.

Le financement de ces mesures est possible en réduisant un certain nombre de cadeaux fiscaux aux entreprises (Crédit Impôt Recherche) ou en réorientant une partie des sommes consacrées à la recherche sur projet (Programme d'Investissements d'Avenir). Au lieu de cela, la secrétaire d'Etat Geneviève Fioraso vient d'annoncer une économie de 1,6 G€ à réaliser en 2015-2017 sur le budget de l'ESR qu'elle prétend dans le même temps avoir sanctuarisé. Cette politique est inacceptable pour notre communauté.

¹ :SNPTES, SNESUP-FSU, SNCS-FSU, SNASUB-FSU, SES-CGT, SNTRS-CGT, SNPREES-FO, SUD Education Alsace, Sgen-CFDT.

2. Au niveau des regroupements d'établissements : l'expérience strasbourgeoise démontre qu'une fusion a un coût humain et financier considérable qui ne peut être absorbé qu'après de nombreuses années et au prix de nombreux sacrifices pour les personnels et les étudiants. La concentration et le gigantisme ne sont en rien des garanties d'excellence et d'économies d'échelle, contrairement à ce qu'on veut nous faire croire. La régionalisation au service de la visibilité internationale ne saurait être un prétexte pour supprimer des universités et faire des économies. Si la forme de l'association que nous expérimentons avec l'UHA, l'INSA et la BNU² est moins nocive que les COMUE(s), elle repose aussi sur une politique de site qui privilégie les grandes entités au détriment des plus petites, davantage au service des entreprises que des usagers, et sans les moyens financiers nécessaire à un développement harmonieux.

Solidaires des universités et établissements auxquels le gouvernement impose autoritairement et dans la précipitation des regroupements dangereux et non concertés, nous nous associons à la demande d'un **moratoire d'une année** afin d'amender la loi en vue de définir des formes libres et souples de coordination qui soient respectueuses de la spécificité des établissements et des particularités locales, tout en garantissant les moyens nécessaires au développement et au renforcement d'un **service public national** de l'enseignement supérieur et de la recherche.

3. Au niveau de l'offre de formation : le développement de la politique dite « d'excellence », la diminution des crédits récurrents et les gels de postes ont généré deux effets délétères qu'il convient de combattre de toute urgence :

- la multiplication de DU et de masters payants qui met en danger tout projet de démocratisation de l'ESR et accroît les inégalités sociales devant les études ;
- la réduction, sur la base d'un traitement inégalitaire, de l'offre de formation, par suppression de parcours et de mentions, par altération des maquettes de diplômes, par suppression d'heures d'enseignement et par augmentation des effectifs dans les TD.

Par ailleurs, le développement irrfléchi et précipité des enseignements numériques, sans les moyens d'accompagnement nécessaires, ne fera que dégrader encore la qualité des enseignements et des conditions d'étude. De tout cela les étudiants et les personnels font quotidiennement les frais.

Nous demandons la fin immédiate des gels de postes. Nous exigeons des crédits de fonctionnement décents et les emplois nécessaires à un développement harmonieux de l'offre de formation, au service de nos étudiants et du développement de la recherche dont notre pays a besoin.

Les personnels de l'Université de Strasbourg lancent en ce jour un appel solennel au gouvernement et à la représentation nationale afin qu'ils prennent conscience des effets dramatiques induits par la politique actuelle et de l'urgence qu'il y a à en changer. Il est temps de faire vraiment de l'Enseignement supérieur et de la recherche une priorité nationale au service de l'emploi, de l'économie et de l'avenir de notre jeunesse.

Motion adoptée à l'unanimité moins une abstention par l'Assemblée Générale des personnels de l'Université de Strasbourg.

² Université de Haute-Alsace, Institut National de Sciences Appliquées de Strasbourg, Bibliothèque Nationale Universitaire.